

Unité départementale de Vendée  
10, rue du 93<sup>ème</sup> régiment d'infanterie  
Bat A  
cité administrative Travot , CS 70766  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 09 juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REINAL SARL**

Parc d'activités Vendée Atlantique II  
Avenue des Chênes  
85210 Saint-Aubin-la-Plaine

Références : 2024-0456  
Code AIOT : 0006303376

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement REINAL SARL implanté Parc d'activités Vendée Atlantique II avenue des Chênes 85210 Saint-Aubin-la-Plaine. L'inspection a été annoncée le 09/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REINAL SARL
- Parc d'activités Vendée Atlantique II avenue des Chênes 85210 Saint-Aubin-la-Plaine
- Code AIOT : 0006303376
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est spécialisé dans le thermolaquage de profilés en aluminium. Il comprend une ligne horizontale (traitement de surface par trempage) et une ligne verticale (traitement de surface par pulvérisation).

Les rubriques ICPE principales sont la rubrique 3260 (autorisation - IED), la rubrique 2566

(autorisation) et la rubrique 2940-3 (enregistrement).

Au titre de la réglementation sur les installations classées, le site REINAL englobe également la partie ALGIS (stockage), mais pas le site voisin ALUMINIA (extrusion des profilés).

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Demande d'action corrective	3 mois
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Transfert transfrontalier des déchets	Règlement européen n°1013/2006 du 14/06/2006, article 3.2 et 18	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34	/	Demande d'action corrective	3 mois
7	Rejet de substances dangereuses dans l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20 et 33	/	Demande d'action corrective	3 mois
8	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/01/2003, article 4.5.4.2	/	Demande d'action corrective	1 mois
9	Valeurs limites de rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 08/10/2003, article 5.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Prélèvement	Arrêté Préfectoral du 08/01/2003, article 4.5.4.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Déchets de poudre	Article R. 541-7 du CE	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Respect des valeurs limites de rejet des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 08/01/2023, article 4.5.4.1	/	Sans objet
5	Respect des valeurs limites d'émission - eaux	Arrêté Préfectoral du 08/01/2003, article 4.5.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	pluviales			
10	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2003, article 5.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 25 avril 2024 a mis en évidence les constats suivants:

- un retard dans la réalisation des campagnes d'analyses des PFAS dans les rejets aqueux et la nécessité de réaliser l'état des lieux requis sur l'utilisation des PFAS.
- le respect global des valeurs limites d'émission des rejets aqueux
- le respect des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques
- l'absence de comparaison avec les résultats des contrôle de recalage de son autosurveillance
- le non-fonctionnement du dispositif de prélèvement automatique avec une procédure transitoire de prélèvement à améliorer d'ici la réception du nouvel équipement
- l'exploitant doit se positionner sur l'ensemble des substances de l'article 20 1 II de l'arrêté du 30 juin 2006 et fournir le programme de surveillance qu'il se propose de mettre en place sur les substances réglementées qu'il est susceptible d'émettre. A défaut, l'absence de surveillance devra être justifiée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé un mailing aux fournisseurs de peinture pour les questionner sur la présence de PFAS dans les produits utilisés sur le site. 1 modèle de poudre utilisé est concerné par un PFAS (PTFE).</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni de document justifiant qu'un examen des FDS avait été réalisé. Ce travail de vérification de la mention des PFAS dans les FDS est à réaliser.</p> <p>L'exploitant doit formaliser l'état des lieux tel que prévu à l'article 2 de l'arrêté du 20 juin 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni un bon de commande daté du jour pour la réalisation des campagnes d'analyse de recherche des PFAS dans les rejets aqueux industriels issus de son installation. En revanche, la date d'intervention n'avait pas encore été définie. Les dates d'intervention sont à communiquer à l'inspection. L'exploitant n'a pas visé les rejets d'eaux pluviales. Il doit justifier les raisons de l'absence de réalisation des campagnes d'analyse sur les rejets d'eaux pluviales. Il est rappelé que seuls les rejets d'eaux pluviales non souillées ne sont pas soumises à la réalisation des campagnes de recherche des PFAS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Transfert transfrontalier des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen n°1013/2006 du 14/06/2006, article 3.2 et 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/11/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'importation, l'exportation et le transit de déchets sont soumis aux dispositions du règlement n°1013/2006 du 14/06/06 concernant les transferts de déchets 1. Les déchets visés à l'annexe III de ce règlement destinés à être transférés sont soumis aux exigences de la procédure d'information suivante : 1. Afin de faciliter le suivi des transferts de ces déchets, la personne relevant de la compétence du pays d'expédition qui organise le transfert veille à ce que les déchets soient accompagnés du document figurant à l'annexe VII 2. Le document figurant à l'annexe VII est signé par la personne qui organise le transfert avant que le transfert n'ait lieu et est signé par l'installation de valorisation ou le laboratoire et le destinataire au moment de la réception des déchets en question 2. Le contrat visé à l'annexe VII conclu entre la personne qui organise le transfert et le destinataire concernant la valorisation des déchets doit être effectif dès le début du transfert et prévoit,

<p>lorsque le transfert de déchets ou leur valorisation ne peut pas être mené à son terme comme prévu ou a été effectué de manière illégale, l'obligation pour la personne qui organise le transfert ou, lorsque cette personne n'est pas en mesure de mener le transfert des déchets ou leur valorisation à son terme (par exemple, est insolvable), pour le destinataire, de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. reprendre les déchets ou d'assurer leur valorisation par d'autres moyens</li> <li>2. prévoir, si nécessaire, leur stockage dans l'intervalle</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constats lors de la visite du 18/11/2021: L'exploitant expédie des déchets de peintures poudres (environ 10 t/an) vers la Belgique. Au sens de la convention de Bâle du 22 mars 1989, l'exploitant identifie ces déchets sous le code B4010. Ces déchets sont donc visés par l'annexe III du règlement n°1013/2006 et soumis à la procédure d'information. Afin d'assurer le suivi de ces déchets, l'exploitant et son prestataire utilisent bien le document figurant à l'annexe VII. Un contrat, signé le 20 décembre 2019 entre l'exploitant et son prestataire, a été présenté. Ce document rappelle qu'un tel contrat doit prévoir les mesures à mettre en œuvre lorsque le transfert de déchets ou leur valorisation ne peut pas être mené à son terme comme prévu ou a été effectué de manière illégale. Toutefois, ce contrat ne précise les mesures concrètes à mettre en œuvre dans un tel cas, ce qui constitue un écart.</p> <p>Constats lors de la visite d'avril 2024: L'exploitant indique qu'il dispose d'un contrat "eco-poudre" pour l'évacuation des déchets de poudre. La consultation du registre des déchets de l'exploitant a mis en évidence:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une évacuation le 07/11/2023 d'un déchet de poudres (15,6 Tonnes) vers NELCO (situé en Belgique). L'exploitant a fourni le justificatif de réception par Nelco du déchet de poudres epoxy à recycler, utilisé comme matière première dans la production de coatings et poudres collantes pour l'industrie, ainsi que le bordereau "informations, accompagnant le transfert de déchets visés à l'article 3, paragraphes 2 et 4 du règlement N°1013/2006. L'exploitant a justifié que cette évacuation a fait l'objet du bordereau prévu à annexe VII du règlement. <b>L'exploitant transmet à l'inspection le justificatif du contrat passé avec NELCO en application de l'article 18 2. du règlement européen n°1013/2006.</b></li> <li>• une évacuation le 15/04/2024 via le transporteur BESNARD. L'exploitant a fourni la lettre de voiture de la prise en charge de big bag de poudre de peinture (15Tonnes). La réception du déchet par le destinataire n'a pas été justifié.</li> </ul> <p>L'exploitant fournira le justificatif de la bonne prise en charge de son déchet par le destinataire final.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Respect des valeurs limites de rejet des eaux industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2023, article 4.5.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites de rejet des eaux industrielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets industriels, après passage dans l'ouvrage d'épuration interne, doivent respecter les valeurs limites suivantes contrôlées sur l'effluent brut non décanté: cf article 4.5.4.1 (annexe)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'examen des résultats déclarés sous GIDAF entre avril 2022 et février 2024 met en évidence</p>

<p>l'absence de dépassements en concentration et en flux des paramètres réglementés: Cr 6, Al, Cr, MES, DCO, NO<sub>2</sub>-, Phosphore total, Nickel, Fluorures, fer, somme métaux, hydrocarbures totaux. Le contrôle inopiné réalisé le 29 juin 2023 ne met pas en évidence de non-conformité aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2003 et de l'arrêté du 30 juin 2006.</p> <p>L'examen des bordereaux des analyses réalisées par IANESCO au titre des contrôles de recalage du 21/03/2023, 28/06/2023, 26/09/2023, 24/10/2023, 14/03/2024 ne met pas en évidence de non-conformité aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2003 et de l'arrêté du 30 juin 2006 à l'exception des fluorures sur le prélèvement du 28/06/2024 (valeur de 17 mg/l pour une valeur limite à 15 mg/l). Le résultat du contrôle inopiné réalisé le 29 juin 2023 met en évidence une valeur en fluorure de 0,948 mg/l très inférieure aux valeurs habituellement mesurées. Une attention doit être apportée sur le paramètre fluorures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Respect des valeurs limites d'émission - eaux pluviales**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2003, article 4.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission - eaux pluviales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cf article 4.5.3 (annexe)            Une analyse annuelle est réalisée sur un échantillon moyen représentatif d'une journée. Le résultat de ce contrôle, ainsi que les conditions de prélèvement, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni:            - le bordereau de lanesco rapport d'essais N°E23-47448 pour le contrôle réalisé le 24 octobre 2023 sur les eaux pluviales. Les résultats pour les paramètres mesurés pH, ST DCO, MES, Indice phénol et indice hydrocarbures C10-C40 sont conformes aux valeurs limites de l'article 4.5.3 de l'arrêté préfectoral.            - le bordereau de lanesco rapport d'essais N°E22-52773 pour le contrôle réalisé le 9 décembre 2022 sur les eaux pluviales. Les résultats pour les paramètres mesurés pH, ST DCO, MES, Indice phénol et indice hydrocarbures C10-C40 sont conformes aux valeurs limites de l'article 4.5.3 de l'arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Contrôle de recalage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34 et 33</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.            Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des</p>

<p>organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. - la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ; article 58-3 « L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait réaliser des analyses de recalage par le laboratoire IANESCO. Le laboratoire IANESCO est recensé sur le site LABEAU comme détenteur d'un agrément jusqu'au 14 juin 2029 sur la matrice eaux résiduaires pour les polluants mesurés. En revanche, le prélèvement n'est pas réalisé par un organisme préleveur accrédité mais par l'exploitant lui-même. Ce point ne répond pas à l'obligation pour l'agrément que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant doit faire réaliser le prélèvement par un organisme de prélèvement accrédité COFRAC.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas justifié comparer les résultats obtenus par des méthodes internes aux résultats obtenus par le laboratoire agréé. Puisque les éventuels écarts de résultats ne sont pas identifiés, l'exploitant ne peut pas mettre en place les mesures appropriées afin de les corriger, ce qui constitue un écart.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Rejet de substances dangereuses dans l'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20 et 33</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet de substances dangereuses dans l'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 20 1- valeurs limites: 1- polluants spécifiques du secteur d'activité 2- autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p> <p>Article 33: « En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. « Elles concernent notamment : « - la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 34 et 35 du présent arrêté</p> <p>Article 58: « I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a une autosurveillance régulière sur les polluants réglementés par l'arrêté préfectoral. L'arrêté ministériel du 30 juin 2006 réglemente d'autres substances et notamment le chloroforme qui est une substance spécifique du secteur du traitement de surface.</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni de positionnement par rapport aux substances réglementées tel que demandé par courrier de l'inspection du 12 mars 2019.</p> <p>Un contrôle inopiné a été mandaté par l'inspection. L'exploitant a fourni le rapport d'analyse du laboratoire INOVALYS du prélèvement inopiné du 28/06/2023. Les hydrocarbures totaux, HAP, alkyphénols, chrome 3, chloroforme, nonylphénols, bisphénol A ont été mesurés à cette occasion.</p> <p>Les résultats ne mettent pas en évidence de non-conformités aux valeurs limites réglementées dans l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.</p> <p>Le nonylphénol a été mesuré à une concentration de 0,44 µg/l, et le bisphénol A a une concentration de 1,7 µg/l. La concentration en chloroforme est sous la limite de quantification de même que les HAP.</p> <p>Un positionnement de l'exploitant vis à vis de toutes les substances de l'article 20 1-II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 est attendu. L'exploitant se positionne substance par substance, si les effluents sont susceptibles ou non de contenir ces substances, les valeurs mesurées si des analyses ont été réalisées et la fréquence de surveillance qu'il se propose de mettre en place pour toutes les substances susceptibles d'être émises soit pour confirmer l'émission ou non de cette substance soit par la mise en place d'une surveillance régulière si des analyses antérieures ont déjà montré l'émission de la substance. L'absence de surveillance devra être justifiée.</p> <p>Un modèle de tableau de positionnement est disponible auprès de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le chrome 3 réglementé à l'article 20-1-I doit d'ores et déjà être ajouté à l'autosurveillance régulière. La VLE de cette substance est de 1,5 mg/l.</p> <p>Par ailleurs, le chloroforme substance spécifique du secteur du traitement de surface sera surveillé au moins à fréquence annuelle (fréquence qui pourra être allégée si les résultats sont inférieurs à la limite de quantification).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2003, article 4.5.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cf article 4.5.4.2</p> <p>Volume: enregistrement en continu, trimestriel en externe</p> <p>pH: enregistrement en continu, trimestriel en externe</p> <p>Chrome 6: quotidien en interne</p> <p>Chrome total, Aluminium: hebdomadaire en interne, trimestriel en externe</p> <p>DCO, MES, fluorures, phosphore, nitrites, fer, nickel, métaux: mensuel en interne, trimestriel en externe</p> <p>La surveillance externe est effectuée par un laboratoire agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Cette surveillance externe doit permettre de confronter les résultats d'autosurveillance mesurés par l'industriel.</p> <p>La synthèse des résultats des contrôles internes et externes est transmise trimestriellement à</p>

l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant surveille le volume et le pH en continu.</p> <p>L'exploitant déclare en mars 2024 des résultats d'analyse sous GIDAF de façon:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>quotidienne (sauf samedi/dimanche car absence de rejet) pour le chrome 6, la température et les hydrocarbures totaux.</li> <li>hebdomadaire pour l'aluminium, chrome</li> <li>mensuel pour les MES, DCO, nitrites, phosphore total, nickel, fluorures, fer, somme métaux totaux</li> </ul> <p>L'exploitant fait réaliser des analyses par l'organisme IANESCO pour les paramètres suivants: pH, ST-DCO, MES, N-NO<sub>2</sub>, Phosphore, fluorures, métaux, aluminium total, chrome hexavalent, chrome total, fer total, nickel total. Ce laboratoire est agréé par le ministère de l'environnement pour les paramètres suivants:</p> <p>Les bordereaux des analyses du 21/03/2023, 28/06/2023, 26/09/2023, 24/10/2023, 14/03/2024 ont été présentés par l'exploitant.</p> <p>En revanche, l'exploitant doit déclarer les résultats des contrôles de recalage sur GIDAF en initialisant une déclaration "contrôle externe de recalage".</p> <p>Rq: l'exploitant saisi dans GIDAF "0" pour les hydrocarbures et le chrome 6. Le site GIDAF indique:</p> <p><b>"Cas des concentrations &lt; LQ ou &lt; LD</b></p> <p><i>Si la valeur d'un résultat est inférieure à la limite de quantification (&lt; LQ), la valeur de la LQ doit être saisie et une mention indiquant que le résultat est inférieur à LQ doit être ajoutée dans la colonne [Commentaire (absence de valeur ou valeur &lt; LQ)] en fin de tableau. Si la valeur d'un résultat est inférieure à la limite de détection (&lt; LD), la valeur 0 doit être saisie et une mention indiquant que le résultat est inférieur à LD doit être ajoutée dans la colonne [Commentaire (absence de valeur ou valeur &lt; LQ)] en fin de tableau."</i></p> <p><b>"Cas d'absence de rejet</b></p> <p><i>En l'absence de rejet, il doit être indiqué 0 pour le débit (paramètre "Volume moyen journalier"). La case doit être laissée vide si une mesure de débit a été effectuée mais que le résultat n'est pas disponible (pannes ou incidents dans la mesure). Pour les mesures autres que le débit, il faut laisser la case vide lorsqu'il n'y a pas de mesure (ne pas mettre 0 qui correspondrait à une valeur de mesure), et une mention "absence de mesure" doit être ajoutée dans la colonne [Commentaire (absence de valeur ou valeur &lt; LQ)] en fin de tableau.</i></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se conformer à ces consignes de saisie.</p> <p>Enfin, l'exploitant saisit une analyse en hydrocarbures quotidienne (hors samedi dimanche) alors que la réalisation de ces mesures n'a pas été justifié.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Valeurs limites de rejet atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2003, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet atmosphérique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Valeurs limites de rejet (cf annexe)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de mesure des rejets atmosphériques (daté du 02/01/24) du TTS horizontal (intervention du 30/11/2023). Les résultats mettent en évidence le respect des valeurs limites pour les paramètres réglementés (Acidité totale, alcalinité totale, acide fluorhydrique,</p>

<p>chrome 6, chrome total, NOX).</p> <p>Le rapport consulté sur place de l'intervention sur TTS vertical (rapport du 07/11/2023) n'a pas été remis à l'inspection le jour de l'inspection.</p> <p>Les résultats consultés sur place mettent en évidence des émissions en chrome 6 de 0,2 µg/m3 sans dépassement de la valeur limite de 0,1 mg/m3. L'exploitant indique que pour cette chaîne de traitement vertical il n'est pas utilisé de chrome dans le process et que ce résultat ne lui semble pas cohérent. Ce résultat d'analyse et l'origine de telle émissions sont à éclaircir.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le rapport des résultats de la mesure sur le TTS vertical (rapport du 07/11/2023).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : Surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2003, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une campagne de mesures est réalisée annuellement, par un organisme extérieur, sur l'ensemble des rejets issus des cuves de traitements de surfaces.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé une campagne de surveillance des rejets atmosphériques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au droit de la ligne de traitement de surface vertical le 08/11/2023 et le 28/10/2022</li> <li>• au droit de la ligne de traitement de surface horizontal le 02/01/2024 et 28/10/2023.</li> </ul> <p>Un contrôle au titre de l'année 2024 devra également être réalisé pour l'ensemble des 2 lignes (la campagne de janvier 2024 est un rattrapage de la campagne 2023 non réalisée)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2003, article 4.5.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements pour analyse se font sur un échantillon moyen journalier représentatif des rejets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection le dispositif de prélèvement était en panne.</p> <p>L'exploitant a fourni le bon de commande d'un préleveur automatique du 13/05.</p> <p>Dans l'attente, l'exploitant a indiqué prélever des échantillons manuellement et réaliser un échantillon composite. En revanche, il n'a pas été fourni de protocole d'échantillonnage clair et reproductible. Un protocole d'échantillonnage doit être proposé dans l'attente et être appliqué jusqu'à réception et mise en place du préleveur automatique.</p> <p>Le guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE de février 2022 indique que l'échantillonneur automatique doit être réfrigéré (cf paragraphe 2.1.1). Il est demandé à l'exploitant de tenir compte des préconisations de ce guide qui sont réputés garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de</p>

mesure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 12 : Déchets de poudre

<b>Référence réglementaire :</b> Article R. 541-7 du CE
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets de poudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R.541-7 du Code de l'environnement Il est établi une liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux. Toutes les informations relatives aux déchets prévues par le présent titre et ses textes d'application doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette liste.
<b>Constats :</b>  Le déchet de poudre n'est pas un déchet dangereux selon l'exploitant. Il est enregistré sous le code déchet 020801. . Le code déchet 020801 n'existe pas dans la nomenclature de l'annexe II de l'article R. 541-8 du CE . L'exploitant justifiera le code déchet employé pour ses déchets de poudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## ANNEXE

Article 4.5.4.1 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2003

### 4.5.4.1. Valeurs limites de rejets des eaux industrielles

Les rejets industriels, après passage dans l'ouvrage d'épuration interne, doivent respecter les valeurs limites suivantes contrôlées sur l'effluent brut non décanté :

- ⇒ Débit : 160 m<sup>3</sup>/j
- ⇒ Débit de pointe : 10 m<sup>3</sup>/h
- ⇒ Température : <30 °C
- ⇒ pH compris entre 6,5 et 9

Paramètres	Concentration	Flux
Métaux : Ni + Al + Fe + Cr	< 15 mg/l	< 2,4 kg/j
Cr VI	< 0,1 mg/l	< 0,016 kg/j
Cr total	< 3 mg/l	< 0,48 kg/j
Ni	< 3 mg/l	< 0,48 kg/j
Fe	< 5 mg/l	< 0,8 kg/j
Al	< 5 mg/l	< 0,8 kg/j
MEST	< 30 mg/l	< 4,8 kg/j
F	< 15 mg/l	< 2,4 kg/j
Nitrites	< 1 mg/l	< 0,16 kg/j
P	< 10 mg/l	< 1,6 kg/j
DCO	< 150 mg/l	< 24 kg/j
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l	< 0,75 kg/j

#### **4.5.3. Eaux pluviales**

Les eaux pluviales sont collectées séparément des autres types d'effluents et rejetées vers le réseau eaux pluviales communal en respectant les valeurs limites suivantes après avoir été débarrassées des débris solides :

- ⇒ Température inférieure à 30°C ;
- ⇒ pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- ⇒ MEST < 100 mg/l
- ⇒ DCO<sub>eb</sub> < 125 mg/l
- ⇒ Indice phénol < 0,3 mg/l
- ⇒ Hydrocarbures totaux < 10 mg/l

Une analyse annuelle est réalisée sur un échantillon moyen représentatif d'une journée. Le résultat de ce contrôle, ainsi que les conditions de prélèvement, est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Pour respecter ces objectifs, un équipement débourbeur-séparateur d'hydrocarbures est installé en tant que de besoin sur le réseau d'évacuation, en particulier pour les eaux pluviales issues des aires de stationnement de véhicules.

#### **Article 5.3. Valeurs limites de rejet atmosphérique**

Les valeurs limites de rejets à l'atmosphère sont les suivantes :

Activité ou atelier	Nature des polluants	Concentrations maximales en mg/Nm <sup>3</sup> (1)
Cuves de traitements de surfaces (chaîne horizontale et chaîne verticale)	Acidité totale, en H	0,5
	HF, en F	5
	Cr total	1
	Cr VI	0,1
	Alcalins, en OH	10
	NO <sub>x</sub> en NO <sub>2</sub>	100 ppm
Cabines de peinture (poudre) (2)	Poussières	40 (3)

(1) La concentration des effluents gazeux est exprimée en milligrammes par mètres cubes rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs); les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

(2) Les effluents issus des cabines de peinture (poudre), après passage dans un cyclone et un caisson de filtration, sont rejetés au sein de l'atelier en circuit fermé, dans le respect des dispositions visées au titre 9 du présent arrêté.

(3) Concentration limite en cas de rejets extérieurs à l'atelier.